

immeubles constituant les emprises ferroviaires désaffectées suivantes:

**Emprises ferroviaires
désaffectées (corridors)**

Marieville/Granby
(du point milliaire 20, 32 au point
milliaire 38, 70 —
Subdivision Granby)

Témiscamingue/Angliers
(des points milliaires 0 à 6,394 —
Subdivision Ville-Marie et 47,9 à
116,493 — Subdivision
Témiscamingue)

**Municipalités régionales
de comté**

Rouville

Témiscamingue

Le greffier du Conseil exécutif,
MICHEL NOËL DE TILLY

30903

Gouvernement du Québec

Décret 1180-98, 16 septembre 1998

CONCERNANT la nomination de six membres du conseil d'administration de la Grande bibliothèque du Québec

ATTENDU QUE le premier alinéa de l'article 1 de la Loi sur la Grande bibliothèque du Québec (1998, c. 38) institue la Grande bibliothèque du Québec;

ATTENDU QUE le premier alinéa de l'article 4 de cette loi stipule que les affaires de la Grande bibliothèque sont administrées par un conseil d'administration composé notamment de sept personnes, dont le président, nommées par le gouvernement, sur recommandation du ministre de la Culture et des Communications et qu'au moins l'une de ces personnes doit être bibliothécaire;

ATTENDU QUE le premier alinéa de l'article 5 de cette loi énonce que la durée du mandat des membres du conseil d'administration visés au premier alinéa de l'article 4 est d'au plus cinq ans;

ATTENDU QUE le second alinéa de l'article 10 de cette loi précise que les membres du conseil d'administration, autres que le président, ne sont pas rémunérés, sauf dans les cas, aux conditions et dans la mesure que peut déterminer le gouvernement mais qu'ils ont cependant droit au remboursement des dépenses faites dans l'exercice de leurs fonctions, aux conditions et dans la mesure que détermine le gouvernement;

ATTENDU QU'il y a lieu de nommer six membres au conseil d'administration de la Grande bibliothèque du Québec;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation de la ministre de la Culture et des Communications:

QUE les personnes suivantes soient nommées membres du conseil d'administration de la Grande bibliothèque du Québec, pour un mandat de cinq ans à compter des présentes:

— madame Irène F. Whittome, professeure titulaire, Université Concordia;

— madame Lise Cloutier, conseillère pédagogique, Commission scolaire de Montréal;

— monsieur Daniel Langlois, président, chef de la direction, Terra Incognita;

— monsieur Réjean Savard, professeur titulaire, École de bibliothéconomie et des sciences de l'information, Université de Montréal;

— monsieur Jacques Desautels, professeur et doyen de la Faculté des lettres, Université Laval;

— monsieur Oleg Stanek, professeur, Université du Québec à Rimouski;

QUE pour les frais de voyage et de séjour occasionnés par l'exercice de leurs fonctions, les membres du conseil d'administration de la Grande bibliothèque du Québec soient remboursés selon les règles applicables aux membres d'organismes et arrêtées par le gouvernement par le décret 2500-83 du 30 novembre 1983 et ses modifications subséquentes.

Le greffier du Conseil exécutif,
MICHEL NOËL DE TILLY

30904

Gouvernement du Québec

Décret 1181-98, 16 septembre 1998

CONCERNANT la fixation des conditions d'emploi de monsieur Graham Jackson comme président du comité protestant du Conseil supérieur de l'éducation

ATTENDU QU'en vertu du deuxième alinéa de l'article 12 de la Loi sur le Conseil supérieur de l'éducation (L.R.Q., c. C-60), le président et le vice-président du Conseil

supérieur de l'éducation, ainsi que le président de ses deux comités, reçoivent un traitement fixé par le gouvernement;

ATTENDU QUE l'article 15 de cette loi prévoit qu'un comité catholique et un comité protestant du Conseil, composés chacun de quinze membres, sont institués;

ATTENDU QUE l'article 20 de cette loi stipule que chacun des comités nomme son président parmi ses membres et que le président consacre à ses fonctions au moins la moitié de son temps;

ATTENDU QUE monsieur Graham Jackson a été nommé de nouveau membre du comité protestant du Conseil supérieur de l'éducation par le décret 778-98 du 10 juin 1998 pour un mandat se terminant le 31 août 2001;

ATTENDU QUE le comité protestant du Conseil supérieur de l'éducation a nommé de nouveau monsieur Graham Jackson président de ce comité pour un mandat d'un an à compter du 1^{er} septembre 1998 et qu'il y a lieu de fixer son traitement à ce titre;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation de la ministre de l'Éducation:

QU'à compter du 1^{er} septembre 1998, monsieur Graham Jackson reçoive des honoraires de 32 \$ par heure de travail, pour un maximum de 7 heures de travail par jour et de 130 jours par année, selon des modalités à convenir avec le Conseil supérieur de l'éducation, pour agir à demi-temps jusqu'au 31 août 1999 comme président du comité protestant du Conseil supérieur de l'éducation, ces honoraires correspondant à ceux devant être octroyés à monsieur Jackson pour occuper ce poste, desquels a été déduit l'équivalent de la moitié de la rente de retraite qu'il reçoit actuellement du secteur public québécois;

QUE monsieur Jackson soit remboursé, sur présentation de pièces justificatives, ces dépenses occasionnées par l'exercice de ses fonctions jusqu'à concurrence d'un montant annuel de 700 \$ conformément aux règles applicables aux dirigeants d'organismes et arrêtées par le gouvernement par le décret 1308-80 du 28 avril 1980 et ses modifications subséquentes;

QUE, pour les frais de voyage et de séjour occasionnés par l'exercice de ses fonctions, monsieur Jackson soit remboursé conformément aux règles applicables aux dirigeants d'organismes et arrêtées par le gouvernement par le décret 2500-83 du 30 novembre 1983 et ses modifications subséquentes;

QUE le décret 222-87 du 11 février 1987, modifié par le décret 1101-96 du 4 septembre 1996, concernant notamment le paiement des honoraires et des allocations de présence et le remboursement des frais de séjour et de déplacement des membres du Conseil supérieur de l'éducation ne s'applique pas à monsieur Jackson et ce, tant qu'il agira comme président du comité protestant du Conseil supérieur de l'éducation;

QUE monsieur Jackson remplisse ses fonctions au siège du Conseil supérieur de l'éducation à Québec;

QUE le présent décret ait effet depuis le 1^{er} septembre 1998.

Le greffier du Conseil exécutif,
MICHEL NOËL DE TILLY

30905

Gouvernement du Québec

Décret 1182-98, 16 septembre 1998

CONCERNANT l'approbation de l'Entente dans le domaine de la formation de ressources humaines entre le gouvernement du Québec et le gouvernement de la République de Colombie

ATTENDU QUE la Colombie et le Québec ont développé depuis quinze ans des liens étroits de coopération dans divers domaines et particulièrement dans ceux de l'éducation et de la formation universitaire;

ATTENDU QUE les Parties souhaitent consolider et accroître leur coopération en matière de formation universitaire par l'utilisation conjointe de ressources financières, notamment par l'octroi de bourses d'exemption de droits de scolarité;

ATTENDU QUE le gouvernement du Québec et le gouvernement de la République de Colombie désirent conclure une entente aux fins d'établir les mécanismes réciproques de soutien financier et de déterminer les champs d'études prioritaires dans le domaine de la formation de ressources humaines;

ATTENDU QUE cette entente abroge et remplace à partir de la date de son entrée en vigueur l'Entente en matière de droits de scolarité entre la Colombie et le Québec, sous forme d'échange de lettres du 1^{er} mars et du 17 octobre 1984 et l'Entente de coopération dans le domaine de la formation universitaire entre le gouvernement de la République de Colombie et le gouvernement du Québec signée le 4 juin 1991;